
Cahier des clauses techniques particulières n°2025-25 Lot1 Assurances Dommages aux biens

Prestations de services d'assurance de l'ENS de Lyon

Direction des affaires juridiques et
institutionnelles

Sommaire

1. Objet du contrat.....	4
2. Préambule.....	4
3. Garanties demandées	4
4. Limitation contractuelle d'indemnité demandée.....	4
5. Montants des garanties	5
6. Franchises	7
7. Dispositions particulières.....	7
7.1 Clauses particulières d'ordre général	7
7.2 Clauses particulières spécifiques à certaines garanties.....	9
8. Eléments sur le patrimoine / Eléments statistiques.....	11

Informations générales

Souscripteur/Acheteur :	ENS de Lyon
Objet :	Assurances Dommages aux biens
Date d'effet	01/01/2026 (sous réserve d'une notification avant cette date)
Echéance annuelle :	1 ^{er} janvier
Terme et durée :	Reconduction tacite à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2030 à minuit, soit une durée de 5 ans, sauf non-reconduction par l'une ou l'autre des parties dans les conditions fixées par le CCAP
Préavis de non reconduction :	Préavis de 4 mois
Périodicité du paiement :	Annuelle

1. Objet du contrat

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Lot 1 Assurances dommages aux biens

2. Préambule

L'état du parc immobilier appartenant ou occupé par le souscripteur figure en annexe du CCAP ; il est entendu que ce parc sera éventuellement actualisé au moment de la prise d'effet des garanties et que les modifications éventuelles (adjonctions ou retraits) seront intégrées à la régularisation intervenant à l'issue du premier exercice.

3. Garanties demandées

(Ces spécifications correspondent à l'offre de base)

- Incendie / foudre /explosions
- Dommages aux appareils électriques et électroniques
- Attentats / vandalisme tous dommages
- Choc de véhicules appartenant à des tiers / chute d'appareils de navigation aérienne
- Dégâts des eaux
- Tempêtes / grêle / poids de la neige / catastrophes naturelles
- Vol
- Bris de glaces
- Perte de contenu en chambres froides de laboratoire
- Tous risques expositions – clou à clou
- Bris de machine sur biens sensibles

4. Limitation contractuelle d'indemnité demandée

(Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

L.C.I. → 49 900 000 €

5. Montants des garanties

(Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Ensemble des risques sauf vol, bris de glaces, perte de denrée en chambre froide dans les laboratoires, bris de machine	Montants de garantie
Bâtiments en valeur de reconstruction à neuf	À concurrence des dommages
Contenu en valeur de remplacement à neuf	À concurrence des dommages
Dont animaux de laboratoire	50 000 €
Ouvrage d'art et de Génie civil / travaux publics	500 000 €
Dommages aux appareils électriques	200 000 €
Refoulement d'égout / recherche de fuites / dommages causés par le gel	50 000 €
Frais de reconstitution d'archives	50 000 €
Frais supplémentaires d'exploitation / pertes de recettes	2 000 000 € sur 12 mois
Honoraires d'experts	Montant réel
Frais divers	10 % mini 75 000 € par poste
Privation de jouissance, perte loyers	Valeur locative annuelle
Recours des locataires et tiers	5 000 000 €

Vol	Montants de garantie
Détériorations immobilières	À concurrence des dommages
Contenu y compris objets de valeur en valeur de remplacement "vétusté déduite"	À concurrence des dommages
Espèces et valeurs y compris en cours de transport	30 000 €
Frais de reconstitution d'archives	50 000 €
Honoraires d'experts	Montant réel

Bris de glace	Montants de garantie
Bris de glaces en valeur de remplacement	60 000 €
Frais de clôture provisoire et/ou de gardiennage	60 000 €
Honoraires d'experts	Montant réel

Perte de contenus en chambre froide de laboratoire	Montants de garantie
Dommages au contenu	500 000 €
Frais supplémentaires d'exploitation	100 000 €

Tous risques expositions – clou à clou	Montants de garantie
Dommages sur les biens objet de l'exposition	750 000 €
Frais divers	50 000 €
Honoraires d'experts	Montant réel

Bris de machine sur biens sensibles	Montants de garantie
Dommages matériels sur biens sensibles	250 000 €
Frais reconstitution des médias et d'adaptation des logiciels	50 000 €
Frais supplémentaires d'exploitation	100 000 €
Honoraires d'experts	Montant réel

6. Franchises

(Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes.)

Ouvrages de génie civil / travaux publics	15 000 €
Incendie / explosion / tempête / grêle / poids de la neige	50 000 €
Frais supplémentaires d'exploitation / pertes de recettes	3 jours
Catastrophes naturelles	Franchise légale
Tout autre sinistre	7 500 €

7. Dispositions particulières

(Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Préambule :

L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du contrat et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

7.1 Clauses particulières d'ordre général

1. L'ensemble des montants assurés expriment une garantie "*par événement*" et correspondent à une assurance dite "*au premier risque*", avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux.
2. L'Assureur renonce à se prévaloir de toute erreur dans les surfaces, dans une limite de 10% des superficies déclarées. Toute insuffisance constatée sera compensée par les excédents pouvant exister d'autre part.
3. Dès lors que le bâtiment est listé dans le parc immobilier assuré, les garanties s'appliquent tant pour le compte du souscripteur que pour le compte de qui il appartiendra du fait de leur communauté d'intérêt. L'assurance pour compte intervient à défaut ou en complément d'autres contrats d'assurance existants souscrits par ces structures.
4. Les garanties portent sur les immeubles appartenant ou occupés par le souscripteur qui auraient éventuellement été omis dans l'inventaire dans une limite de 10% des superficies déclarées. En contrepartie, le souscripteur s'engage à régler la portion de prime d'assurance correspondant à ces omissions sur la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date à laquelle elles auront été constatées.

5. L'ensemble des garanties s'applique également aux bâtiments en cours de construction dès lors qu'ils sont hors d'eau et hors d'air.
6. Il est toléré des bâtiments dont la construction et la couverture peuvent comporter des éléments légers quelle qu'en soit la proportion, dans la limite de 10% de la surface assurée ; par ailleurs, les bâtiments peuvent être occupés pour tout ou partie par des professions ou commerces et peuvent être contigus à des risques de toute nature. Ils peuvent contenir tout approvisionnement de marchandises ou liquides de toute nature et peuvent être équipés de tout mode de chauffage.
7. Certains bâtiments peuvent être édifiés sur terrain d'autrui. Toutes les dispositions pouvant exister à ce sujet aux conditions générales du contrat sont abrogées, l'assuré étant dans tous les cas considéré comme propriétaire du terrain.
8. Les garanties portant sur les bâtiments s'appliquent à tout bien devant être considéré comme immeuble par nature ou par destination, notamment les murs d'enceinte, les murs de soutènement ou les murs de clôture. Elles s'appliquent également au mobilier urbain qui est défini comme étant les kiosques, abris, chapiteaux, feux, poteaux de signalisation, réverbères, skate parc, installations sportives, barrières/portiques mobiles, panneaux et colonnes d'affichage y compris journaux électroniques, bornes d'incendie, bornes d'appel, défibrillateurs, caméras de surveillance, containers, panneaux photovoltaïques, fontaines, bassins, statues, stèles, monuments, antennes, relais.
9. Les éventuels bâtiments ou parties de bâtiments classés et/ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques sont garantis en valeur de reconstruction à l'identique suivant les prescriptions et directives de l'Architecte en chef des Monuments Historiques, agissant comme Maître d'œuvre ou de toute Personne ou service qu'il désignera pour cette tâche. Tous frais ou études supplémentaires que l'Architecte en chef des Monuments Historiques jugera nécessaire seront automatiquement garantis.
10. Les garanties portent automatiquement sur tout immeuble acquis ou occupé par l'assuré, sous réserve d'un inventaire annuel à la diligence de l'assureur. Cette automaticité de garantie ne s'applique pas aux bâtiments industriels, commerciaux, agricoles ou monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire.
11. Les garanties portent automatiquement sur tout bien meuble (mobilier, matériel, informatique, approvisionnements, effets personnels, etc.) acquis, gardé ou utilisé par l'assuré ou qui lui serait confié à quelque titre que ce soit, qu'ils soient contenus dans les bâtiments de l'assuré ou à leurs abords ou bien en dépôt chez des tiers.
12. Les garanties portant sur le contenu s'appliquent également aux biens mobiliers appartenant aux associations et/ou structures dépendant de l'Ecole disposant de ses locaux en l'absence de contrats d'assurance "dommages aux biens" souscrits par celles-ci.
13. Les garanties s'appliquent aux objets contenus dans les salles d'exposition de l'Ecole.

14. Les garanties portent également sur les animaux de laboratoires qu'ils soient la propriété de l'Ecole ou qu'ils lui soient confiés dans le cadre de sa mission de services public d'enseignement, de recherche ou de prestation de services à titre onéreux.
15. La garantie des frais divers s'applique sur justificatifs à l'ensemble des frais consécutifs à un sinistre entrant dans le cadre des garanties, notamment aux frais de déplacement/remplacement, frais de démolition et déblais, frais de nettoyage, de décontamination, de retraitement des eaux ou tous fluides, frais de clôture provisoire ou de gardiennage, frais de remise en état des lieux en conformité avec la législation, frais d'ingénierie, de bureaux d'études, de décorateurs, prime d'assurance dommages ouvrage.
16. Le cas de malveillance excepté, l'Assureur renonce à recours contre les Présidents / Vice-Présidents / administrateurs et tout Agent logé par le souscripteur ainsi que toute personne - morale ou physique - disposant à titre gracieux des locaux du souscripteur, le caractère gracieux s'entendant également dans le cas où le souscripteur ne demande qu'une redevance symbolique et/ou une participation aux frais.

Il renonce également à recours contre les personnes morales ou physiques contre lesquelles le souscripteur aurait lui-même renoncé à recours, par convention et d'une façon générale, il dispense le souscripteur de lui déclarer toute renonciation à recours. Dans tous les cas, l'Assureur pourra cependant diriger son recours contre l'Assureur éventuel des personnes impliquées, dans la limite des garanties dont elles disposent.
17. Les sinistres seront indemnisés TVA comprise.

7.2 Clauses particulières spécifiques à certaines garanties

1. Les garanties **incendie / foudre / explosions / dommages aux appareils électriques et électroniques** s'appliquent également aux biens pouvant se trouver à l'extérieur des bâtiments.
2. La garantie **incendie** couvre également les dommages consécutifs à une combustion se produisant en dehors d'un foyer normal, les dommages consécutifs à un excès de chaleur, qu'elle qu'en soit la cause, les dommages causés par les fumées, quelle qu'en soit l'origine, et ceux dus aux opérations de lutte contre le feu.
3. La garantie **du choc de véhicules** appartenant à des tiers s'applique également lorsque le responsable n'est pas identifié.
4. La garantie des **tempêtes/grêle/poids de la neige sur les toitures** s'applique à tous les immeubles quels que soient leur type de couverture, y compris les auvents dans la mesure où ces installations ont été mise en œuvre selon les règles de l'art par une entreprise qualifiée. Elle s'applique aussi aux installations intégrées aux bâtiments et/ou toitures (volets, persiennes, chéneaux, stores, enseignes, machineries d'ascenseurs, pompes à chaleur ou appareils de climatisation etc.).

5. La garantie des **dommages aux appareils électriques et électroniques** s'applique également aux matériels informatiques et bureautiques, aux dommages occasionnés aux canalisations enterrées. Par ailleurs, il est fait application sur cette garantie d'une vétusté conventionnelle de 5% par an sur tout appareillage et de 2,5% par an sur les canalisations électriques ; la vétusté est dans tous les cas plafonnée à 50%.
6. La garantie des **dégâts des eaux** s'applique également aux conséquences de fuites ou refoulement des canalisations enterrées, aux dommages provoqués par la fuite de tout fluide, quelle qu'en soit la nature et aux dommages causés par les eaux de ruissellement lorsque l'événement n'est pas classé "catastrophe naturelle".
7. La garantie du **vol** est acquise dès lors qu'il y a effraction du bâtiment quels que soient ses moyens de protection.
Cette garantie s'applique également aux vols d'espèces ou de valeur, y compris en cours de transport, sans limitation particulière portant sur les parcours, les horaires, le nombre ou l'âge des porteurs.
Par ailleurs, la garantie des détériorations immobilières s'applique également dans le cas du vol d'éléments immobiliers, indépendamment du vol de biens mobiliers.
Il est enfin précisé que les objets de valeur sont exclusivement définis comme étant tout objet d'une valeur unitaire supérieure à 7 600 € (excepté le mobilier ainsi que le matériel de bureau) ou toute collection d'une valeur totale supérieure à 30 000 € ainsi que les objets en faisant partie, les bijoux et objets en métaux précieux.
8. La garantie portant sur les **frais de reconstitution d'archives** s'applique également aux frais de reconstitution des médias informatique et/ou aux frais d'adaptation des logiciels.
9. La garantie **bris de glaces** s'applique également aux bris de vitraux, ainsi qu'à tous éléments verriers ou en matière plastique intégrés dans une construction et notamment les skydoms, capteurs solaires, verrières, vérandas.
10. La garantie des honoraires d'experts s'applique également aux dommages résultant de **catastrophes naturelles**.
11. La garantie **ouvrages de génie civil/travaux publics** s'applique aux dommages résultant d'un événement couvert dans le cadre des risques de base et couvre les ouvrages d'art / de génie civil ou de travaux publics et notamment les ponts et passerelles.
12. La garantie « **recours des locataires et des tiers** » s'applique également aux dommages subis par les véhicules à moteur leur appartenant.
13. La garantie "**bris de machine sur biens sensibles**" s'applique aux équipements informatiques, bureautiques et standards téléphoniques ainsi qu'à l'ensemble des machineries (installation d'exploitation de chauffage / climatisation, ascenseurs, monte-charge, groupe électrogènes, surpresseurs, paratonnerre, pompes, matériels

scientifiques ou de laboratoires, etc.) dont la valeur à neuf est supérieure à 10 000 € TTC et dont l'âge est inférieur ou égal à 6 ans.

14. La garantie « **perte de contenus en chambre froide dans les laboratoires** » s'applique notamment aux biens pharmaceutiques, biologiques, chimiques contenus dans les chambres froides, réfrigérateurs et congélateurs des laboratoires de l'ENS de Lyon.

15. L'assureur présente dans son offre un mémoire technique de gestion présentant les modalités de gestion du contrat et des sinistres et les éventuels services complémentaires qu'il est en mesure d'apporter au souscripteur.

8. Eléments sur le patrimoine / Eléments statistiques

L'état du patrimoine immobilier de l'ENS de Lyon est joint en annexe du CCAP accompagné des plans de masse des 2 sites principaux (Lyon 7ème).

L'état des sinistres déclarés communiqué par l'assureur actuel est joint en annexe du CCAP.

Il a été établi sur la base d'un programme de garanties quasi identique à celui défini supra.

En revanche, le programme de franchise (hors catastrophe naturelle) était le suivant :

♦ génie civil	5 000€
♦ tout sinistre	3 000€

Concernant le sinistre incendie du 25/12/2022, il a pris naissance au pied de l'amphithéâtre de l'école normale supérieure de Lyon, au niveau d'un squat.

Vers 16h55, l'agent de sécurité de l'ENS a constaté le déclenchement de l'alarme anti-intrusion coté amphithéâtre. L'agent s'est déplacé et a constaté les flammes depuis l'extérieur du bâtiment.

Les sapeurs-pompiers des casernes de GERLAND et de GUILLOTIERE se sont déplacés en moins de 10 minutes.

L'incendie a causé des dommages au bâtiment et généré un enfumage de l'ensemble de l'amphithéâtre.

L'ENS a déposé plainte contre X pour incendie d'origine indéterminée le 30/01/2023 après avoir déposé une pré-plainte en ligne le lendemain de l'incendie.

